

Les politiques n'ont plus la main verte

Alors que dans moins de 3 mois, nous élirons nos prochains représentants européens, les débats traditionnels autour de l'immigration, de l'économie et des guerres en cours et à venir s'embrasent à juste titre. Mais un sujet brille par son absence : l'avenir climatique sur cette terre. Une tribune proposée par Maud Caillaux, cofondatrice de Green-Got .

Temps de lecture : minute

9 mai 2024

Mercredi 17 avril, Emmanuel Macron s'est lancé dans un discours européen pour renforcer le groupe Renew. Pourtant, le défi du siècle à l'appel : l'écologie. Pas une seule fois le président de la République n'a évoqué le pacte vert européen. Pas une seule fois des prises de positions publiques n'ont été faites pour se positionner clairement sur le sujet de l'environnement. Pas une seule fois les petites initiatives n'ont été mises en avant pour faire avancer le débat de l'écologie. Ce mardi 23 avril, la Fondation Jean Jaurès a posé le constat : les décideurs politiques ont peur de "crisper les citoyens" et font l'erreur de *"comprendre l'opposition à certaines politiques climatiques [maladroites] comme une opposition générale à la politique climatique"*. Pire encore pour le débat démocratique, il semblerait que cet oubli significatif s'explique aussi par la peur du backlash. Clamer fièrement ses ambitions environnementales risquerait d'alimenter les critiques des partis d'opposition.

Cette peur d'un retour massif et critique d'oppositions cristallise le débat substantiel à la politique européenne : la transition écologique. Alors que nous sommes à quelques semaines d'élire nos représentants européens,

comment rendre compte de cette pauvreté du discours démocratique, qui balaye d'un coup de main des décennies de luttes climatiques et l'avenir de toutes les futures générations ? Nous sommes ici en droit de questionner la détermination de nos élus à faire de la préservation de l'écologie la pierre angulaire de la politique européenne et française.

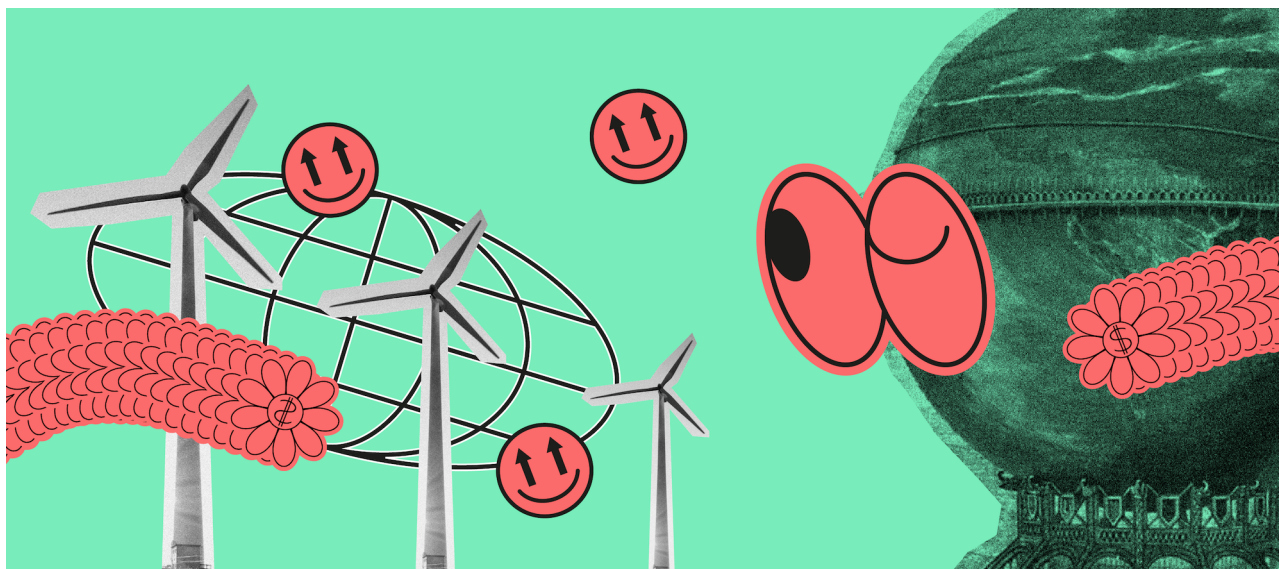
Rappelons-nous que dans son discours sur France 2030 à Toulouse, Emmanuel Macron annonçait comme troisième objectif la décarbonation de notre industrie, en baissant de 35 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015. Une belle promesse que nous ne pourrions tenir que si les choses bougent à toutes les échelles. Et pourtant les Français et Françaises n'ont jamais autant demandé de mesures concrètes en termes d'écologie. Selon l'enquête réalisée du 17 octobre au 6 décembre 2023 par l'institut Elabe pour Veolia auprès de 29.500 personnes, 66 % des habitants du monde sont certains que *“les coûts des conséquences du dérèglement climatique et des pollutions vont être plus importants que les investissements nécessaires à la transformation écologique”*.

L'inaction est désormais considérée plus coûteuse que l'action écologique. Alors que des petites actions peuvent ensemble conduire à une grande manœuvre, pourquoi les politiques publiques n'en parlent pas davantage ?

Il apparaît désormais essentiel de *“passer le micro à des personnes qui sont perçues, par différents publics, comme plus légitimes”* pour réhausser l'ambition et être à la hauteur des événements.. Qui ne serait plus légitime que les associations, les entreprises, les coopérations, l'ADEME, le GIEC pour figurer comme chef de ligne sur ces sujets ? Face à l'inaction politique, la réussite de la transition écologique repose sur la mobilisation de la société civile. La liberté de chacun à s'engager dans son propre territoire et de permettre le rayonnement de projets, tel est notre principal levier pour faire la différence et mettre fin à cette transition mirage *“imposée d'en haut”*.

Mercredi 24 avril sur France Inter, on a entendu Laurent Berger, ancien secrétaire général de la CFDT, soutenir que *“l’entreprise privée a une évidente part de responsabilité dans la révolution écologique à venir et dans la réduction des inégalités”*. Nous souhaitons nous engager dans cette direction. Si les prochaines élections européennes mettront une fois de plus en évidence les lacunes de l'action politique, fédérer un ensemble d'entreprises à impact nous permettra d'arriver à nos fins. Il est grand temps de laisser la parole aux entités qui s'efforcent de mettre en place un modèle économique durable, sans chercher la reconnaissance d'un électorat, afin de parvenir à une transition écologique significative.

Ce saut, nous pouvons le faire dès le mois de juin.



À lire aussi

11 métiers d'avenir à découvrir autour de la décarbonation



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

[JE M'INSCRIS](#)

Article écrit par Maud Caillaux